

Séance 2 :
Des origines des analyses en termes de classes sociales
à la conception marxiste des classes

1. Quesnay François, *Analyse de la Formule Arithmétique du Tableau Economique de la Distribution des Dépenses Annuelles d'une Nation Agricole*, 1766, disponible sur <http://socserv.mcmaster.ca/econ/ugcm/3ll3/quesnay/tabeco.htm>
2. Adam Smith, *Recherche sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Livre I, Conclusion, 1776, Garnier Flammarion, pp.334-336.
3. Ricardo David, *Des Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, 1817, Préface
4. Guizot François, *Cours d'Histoire Moderne. Histoire de la civilisation en Europe depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la Révolution française*, 1828, 7^e leçon
5. Karl Marx, *Le Manifeste du Parti Communiste*, 1848, Ch. I et II.
6. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*

Questions sur le dossier :

I. Quesnay François, *Analyse de la Formule Arithmétique du Tableau Economique de la Distribution des Dépenses Annuelles d'une Nation Agricole*, 1766, disponible sur <http://socserv.mcmaster.ca/econ/ugcm/3ll3/quesnay/tabeco.htm>

1. Qui est Quesnay ?
2. Sur quoi est fondée son analyse de la société ?
3. Quel est le critère qui définit selon lui les classes ?

II. Adam Smith, *Recherche sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Livre I, Conclusion, 1776, Garnier Flammarion, pp.334-336.

4. Qui est Adam Smith ?
5. Qu'est-ce que le produit annuel de la terre et du travail ?
6. Sur quoi est fondée sa définition des classes sociales ?
7. Quel est l'enjeu du conflit entre les classes définies ?

III. Ricardo David, *Des Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*, 1817, Préface

8. Qui est Ricardo ?
9. Sur quoi est fondée sa définition des classes sociales ?

IV. Guizot François, *Cours d'Histoire Moderne. Histoire de la civilisation en Europe depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la Révolution française*, 1828, 7^e leçon

10. Qui est Guizot ?
11. Que nous présente-t-il dans l'extrait proposé ?

V. Karl Marx

12. Qui est Marx ?

13. Révision :

- Rappelez ce qu'est le capitalisme.

- Rappelez ce qu'est la valeur d'une marchandise, ce qu'est la plus-value et comment advient-elle ?

- Rappelez les mécanismes d'exploitation de la classe capitaliste sur la classe prolétaire

Sur le texte du *Manifeste du Parti Communiste* :

14. Qu'est-ce que l'Histoire ? Qu'est-ce que la lutte des classes ?

15. Comment se définissent les classes sociales ?

16. Pourquoi la bourgeoisie a joué un rôle révolutionnaire dans l'Histoire ?

17. Qu'est-ce qui différencie la bourgeoisie de la classe ouvrière ?

18. Pourquoi un Manifeste du Parti Communiste ?

Sur le texte de Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* :

19. Faire une rapide chronologie des systèmes politiques qui se sont succédés en France au 19^{ème} siècle.

20. Que s'est-il passé en France en juin 1848, le 13 juin 1849, le 2 décembre 1851, le 2 décembre 1852 ?

21. Comment Marx interprète la transformation du système politique et la fin de la Monarchie bourgeoise de Juillet ?

22. Pourquoi le prolétariat urbain ne s'est-il pas opposé au coup d'Etat du 2 décembre ?

23. Comment Marx caractérise le devenir de l'Etat français de la fin du 18^{ème} siècle au milieu du 19^{ème} siècle ? (p. 26 et sq.)

24. Quelle(s) classe(s) représente Bonaparte ?

25. Qui sont les paysans parcellaires, quelles sont leurs caractéristiques ?

26. Quelles sont les « idées napoléonienne » (occurrences surlignées dans le texte) de gouvernement et de structuration du pouvoir ? Quelles sont les contradictions de son gouvernement (p. 33 et sq.) ?

27. Quelle est la perception qu'a Marx du suffrage universel ? (occurrence surlignée dans le texte)

Questions plus générales sur le texte

1. En quoi la situation du « paysan parcellaire » permet-elle de comprendre la notion de classe chez Marx ?

2. Chez Marx, existe-t-il uniquement deux classes sociales ?

Quesnay François, Analyse de la Formule Arithmétique du Tableau Economique de la Distribution des Dépenses Annuelles d'une Nation Agricole, 1766

« La nation est réduite à trois classes de citoyens : la *classe productive*, la *classe des propriétaires* et la *classe stérile*.

La *classe productive* est celle qui fait renaître par la culture du territoire les richesses annuelles de la nation, qui fait les avances des dépenses des travaux de l'agriculture, et qui paye annuellement les revenus des propriétaires des terres. On renferme dans la dépendance de cette classe tous les travaux et toutes les dépenses qui s'y font jusqu'à la vente des productions à la première main, c'est par cette vente qu'on connaît la valeur de la reproduction annuelle des richesses de la nation.

La *classe des propriétaires* comprend le souverain, les possesseurs des terres et les décimateurs. Cette classe subsiste par le revenu ou *produit net* de la culture, qui lui est payé annuellement par la classe productive, après que celle-ci a prélevé, sur la reproduction qu'elle fait renaître annuellement, les richesses nécessaires pour se rembourser de ses avances annuelles et pour entretenir ses richesses d'exploitation.

La *classe stérile* est formée de tous les citoyens occupés à d'autres services et à d'autres travaux que ceux de l'agriculture, et dont les dépenses sont payées par la classe productive et par la classe des propriétaires, qui eux-mêmes tirent leurs revenus de la classe productive ».

Adam Smith, recherche sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations, Livre I, Conclusion, Garnier Flammarion, pp. 334-336.

« La masse totale du produit annuel de la terre et du travail d'un pays, ou, ce qui revient au même, la somme totale du prix de ce produit annuel, se divise naturellement, comme on l'a déjà observé, en trois parties : la *Rente* de la terre, les *Salaires* du travail, les *Profits* des capitaux, et elle constitue un revenu à trois différentes classes du peuple : à ceux qui vivent de *rentes*, à ceux qui vivent de *salaires*, à ceux qui vivent de *profits*. Ces trois grandes classes sont les classes primitives et constituantes de toute société civilisée, du revenu desquelles toute autre classe tire en dernier résultat le sien.

Ce que nous venons de dire plus haut fait voir que l'intérêt de la première de ces trois grandes classes est étroitement et inséparablement lié à l'intérêt général de la société. Tout ce qui porte profit ou dommage à l'un de ces intérêts, en porte aussi nécessairement à l'autre. Quand la nation délibère sur quelque règlement de commerce ou d'administration, les propriétaires des terres ne la pourront jamais égarer, même en n'écoutant que la voix de l'intérêt particulier de leur classe, au moins si on leur suppose les plus simples connaissances sur ce qui constitue cet intérêt. A la vérité, il n'est que trop ordinaire qu'ils manquent même de ces simples connaissances. Des trois classes, c'est la seule à laquelle son revenu ne coûte ni travail ni souci, mais à laquelle il vient, pour ainsi dire, de lui-même, et sans qu'elle y apporte aucun dessein ni plan quelconque. Cette insouciance, qui est l'effet naturel d'une situation aussi tranquille et aussi commode, ne laisse que trop souvent les gens de cette classe, non seulement dans l'ignorance des conséquences que peut avoir un règlement général, mais les rend même incapables de cette application d'esprit qui est nécessaire pour comprendre et pour prévoir ces conséquences.

L'intérêt de la seconde classe, celle qui vit de *salaires*, est tout aussi étroitement lié que celui de la première à l'intérêt général de la société. On a déjà fait voir que les salaires de l'ouvrier n'étaient jamais si élevés que lorsque la demande d'ouvriers va toujours en croissant, et quand la quantité de travail mise en oeuvre augmente considérablement d'année en année. Quand cette richesse réelle de la société est dans un état stationnaire, les salaires de l'ouvrier sont bientôt réduits au taux purement suffisant pour le mettre en état d'élever des enfants et de perpétuer sa race. Quand la société vient à déchoir, ils tombent même au-dessous de ce taux. La classe des propriétaires peut gagner peut-être plus que celle-ci à la prospérité de la société; mais aucune ne souffre aussi cruellement de son déclin que la classe des ouvriers. Cependant, quoique l'intérêt de l'ouvrier soit aussi étroitement lié avec celui de la société, il est incapable, ou de connaître l'intérêt général, ou d'en sentir la liaison avec le sien propre. Sa condition ne lui laisse pas le temps de prendre les informations nécessaires; et en supposant qu'il pût se les procurer complètement, son éducation et ses habitudes sont telles, qu'il n'en serait pas moins hors d'état de bien décider. Aussi, dans les délibérations publiques, ne lui demande-t-on guère son avis, bien moins encore y a-t-on égard, si ce n'est dans quelques circonstances particulières où ses clameurs sont excitées, dirigées et soutenues par les gens qui l'emploient, et pour servir en cela leurs vues particulières plutôt que les siennes.

Ceux qui emploient l'ouvrier constituent la troisième classe, celle des gens qui vivent de *profits*. C'est le capital qu'on emploie en vue d'en retirer du profit, qui met en mouvement la plus grande partie du travail utile d'une société. Les opérations les plus importantes du travail sont réglées et dirigées d'après les plans et les spéculations de ceux qui emploient les capitaux; et le but qu'ils se proposent dans tous ces plans et ces spéculations, c'est le profit.

Or, le taux des profits ne hausse point, comme la rente et les salaires, avec la prospérité de la société, et ne tombe pas, comme eux, avec sa décadence. Au contraire, ce taux est naturellement bas dans les pays riches, et élevé dans les pays pauvres; jamais il n'est aussi élevé que dans ceux qui se précipitent le plus rapidement vers leur ruine. L'intérêt de cette troisième classe n'a donc pas la même liaison que celui des deux autres avec l'intérêt général de la société. Les marchands et les maîtres manufacturiers sont, dans cette classe, les deux sortes de gens qui emploient communément les plus gros capitaux et qui, par leurs richesses, s'y attirent le plus de considération. Comme dans tout le cours de leur vie ils sont occupés de projets et de spéculations, ils ont, en général, plus de subtilité dans l'entendement que la majeure partie des propriétaires de la campagne. Cependant, comme leur intelligence s'exerce ordinairement plutôt sur ce qui concerne l'intérêt de la branche particulière d'affaires dont ils se mêlent, que sur ce qui touche le bien général de la société, leur avis, en le supposant donné de la meilleure foi du monde (ce qui n'est pas toujours arrivé), sera beaucoup plus sujet à l'influence du premier de ces deux intérêts, qu'à celle de l'autre. Leur supériorité sur le propriétaire de la campagne ne consiste pas tant dans une plus parfaite connaissance de l'intérêt général, que dans une connaissance de leurs propres intérêts, plus exacte que celle que celui-ci a des siens. C'est avec cette connaissance supérieure de leurs propres intérêts qu'ils ont souvent surpris sa générosité, et qu'ils l'ont induit à abandonner à la fois la défense de son propre intérêt et celle de l'intérêt public, en persuadant à sa trop crédule honnêteté que c'était leur intérêt, et non le sien, qui était le bien général.

Cependant, l'intérêt particulier de ceux qui exercent une branche particulière de commerce ou de manufacture est toujours, à quelques égards, différent et même contraire à celui du public. L'intérêt du marchand est toujours d'agrandir le marché et de restreindre la concurrence des vendeurs. Il peut souvent convenir assez au bien général d'agrandir le marché, mais de restreindre la concurrence des vendeurs lui est toujours contraire, et ne peut servir à rien, sinon à mettre les marchands à même de hausser leur profit au-dessus de ce qu'il serait naturellement, et de lever, pour leur propre compte, un tribut injuste sur leurs concitoyens. Toute proposition d'une loi nouvelle ou d'un règlement de commerce, qui vient de la part de cette classe de gens, doit toujours être reçue avec la plus grande défiance, et ne jamais être adoptée qu'après un long et sérieux examen, auquel il faut apporter, je ne dis pas seulement la plus scrupuleuse, mais la plus soupçonneuse attention. Cette proposition vient d'une classe de gens dont l'intérêt ne saurait jamais être exactement le même que l'intérêt de la société, qui ont, en général, intérêt à tromper le public et même à le surcharger et qui, en conséquence, ont déjà fait l'un et l'autre en beaucoup d'occasions. »

Ricardo David, Des Principes de l'économie Politique et de l'Impôt, 1817, Préface

Les produits de la terre, c'est-à-dire tout ce que l'on retire de sa surface par les efforts combinés du travail, des machines et des capitaux, se partage entre les trois classes suivantes de la communauté ; savoir : les propriétaires fonciers, - les possesseurs des fonds ou des capitaux nécessaires pour la culture de la terre, - les travailleurs qui la cultivent.

Chacune de ces classes aura cependant, selon l'état de la civilisation, une part très-différente du produit total de la terre sous le nom de rente, de profits du capital et de salaires, et cette part dépendra, à chaque époque, de la fertilité des terres, de l'accroissement du capital et de la population, du talent, de l'habileté de cultivateurs, enfin des instruments employés dans l'agriculture.

Déterminer les lois qui règlent cette distribution, voilà le principal problème en économie politique. Et cependant, quoique Turgot, Stuart, Smith, Say, Sismondi et d'autres auteurs aient répandu beaucoup de lumière sur cette science, leurs écrits ne renferment rien de bien satisfaisant sur la marche naturelle des rentes, des profits et des salaires.

En 1815, la véritable doctrine de la rente fut publiée à la fois par M. Malthus, dans un écrit intitulé : *Recherches sur la nature et le progrès de la rente*, et par un membre du collège de l'Université d'Oxford dans son *Essai sur l'emploi du capital en agriculture*. Sans une connaissance profonde de cette doctrine, il est impossible de concevoir les effets de l'accroissement de la richesse sur les profits et les salaires, ou de suivre d'une manière satisfaisante les effets des impôts sur les différentes classes de la société, surtout lorsque les choses imposées sont des produits immédiats de la terre. Adam Smith, et les autres écrivains distingués dont j'ai fait mention, n'ayant pas envisagé avec justesse le principe de la rente, ont, ce me semble, négligé beaucoup de vérités importantes, dont on ne peut acquérir la connaissance qu'après avoir approfondi la nature de la rente.

François GUIZOT, Cours d'Histoire Moderne. *Histoire de la civilisation en Europe depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la Révolution française, 1828, 7^e leçon*

« L'affranchissement des communes du XI^e siècle a été le fruit d'une véritable insurrection, d'une véritable guerre, guerre déclarée par la population des villes à ses seigneurs. Le premier fait qu'on rencontre toujours dans de telles histoires, c'est la levée des bourgeois qui s'arment de tout ce qui se trouve sous leur main; c'est l'expulsion des gens du seigneur qui venaient exercer quelque extorsion; c'est une entreprise contre le château ; toujours les caractères de la guerre. (...) Quand la guerre a duré un certain temps, quelles que soient les puissances belligérantes, elle amène progressivement la paix. Les traités de paix des communes et de leurs adversaires, ce sont les chartes. Les chartes communales, Messieurs, sont de purs traités de paix entre les bourgeois et leurs seigneurs.

(...) Quoique tout demeurât local, il se créa pourtant, par l'affranchissement, une classe générale et nouvelle. Nulle coalition n'avait existé entre les bourgeois: ils n'avaient, comme classe, aucune existence publique et commune. Mais le pays était couvert d'hommes engagés dans la même situation, ayant les mêmes intérêts, les mêmes mœurs, entre lesquels ne pouvait manquer de naître peu à peu un certain lien, une certaine unité qui devait enfanter la bourgeoisie. La formation d'une grande classe sociale, de la bourgeoisie, était le résultat nécessaire de l'affranchissement local des bourgeois.

Il ne faut pas croire que cette classe fût alors ce qu'elle est devenue depuis. Non seulement sa situation a beaucoup changé, mais les éléments en étaient tout autres : au XII^e siècle elle ne se composait guère que de marchands, de négociants faisant un petit commerce, et de petits propriétaires, soit de maisons, soit de terre, qui avaient pris dans la ville leur habitation. Trois siècles après, la bourgeoisie comprenait, en outre, des avocats, des médecins, des lettrés de tous genres, tous les magistrats locaux. La bourgeoisie s'est formée successivement, et d'éléments très divers : on n'a tenu compte, en général, dans son histoire, ni de la succession, ni de la diversité. Toutes les fois qu'on a parlé de la bourgeoisie, on a paru la supposer, à toutes les époques, composée des mêmes éléments. Supposition absurde. C'est peut-être dans la diversité de sa composition aux diverses époques de l'histoire qu'il faut chercher le secret de sa destinée. Tant qu'elle n'a compté ni magistrats, ni lettrés, tant qu'elle n'a pas été ce qu'elle est devenue au XVI^e siècle, elle n'a eu dans l'Etat ni le même caractère, ni la même importance. Il faut voir naître successivement dans son sein de nouvelles professions, de nouvelles situations morales, un nouvel état intellectuel, pour comprendre les vicissitudes de sa fortune et de son pouvoir.

Le troisième grand résultat de l'affranchissement des communes, c'est la lutte des classes, lutte qui remplit l'histoire moderne. L'Europe moderne est née de la lutte des diverses classes de la société. Ailleurs, Messieurs, et je l'ai déjà fait pressentir, cette lutte a amené des résultats bien différents: en Asie, par exemple, une classe a complètement triomphé, et le régime des castes a succédé à celui des classes, et la société est tombée dans l'immobilité. Rien de tel, grâce à Dieu, n'est arrivé en Europe. Aucune des classes n'a pu vaincre ni assujettir les autres; la lutte, au lieu de devenir un principe d'immobilité, a été une cause de progrès ; les rapports des diverses classes entre elles, la nécessité où elles se sont trouvées de se combattre et de se céder tour à tour, la variété de leurs intérêts et de leurs passions, le besoin de se vaincre, sans pouvoir en venir à bout, de là est sorti peut-être le plus énergique, le plus fécond principe de développement de la civilisation européenne. Les classes ont lutté constamment ; elles se sont

progressivement rapprochées, assimilées, étendues ; chaque pays de l'Europe a vu naître et se développer dans son sein un certain esprit général, une certaine communauté d'intérêts, d'idées, de sentiments qui ont triomphé de la diversité et de la guerre. En France par exemple, dans les XVII^e et XVIII^e siècles, la séparation sociale et morale des classes était encore très profonde ; nul doute cependant que la fusion ne fût dès lors très avancée, qu'il y eût dès lors une véritable nation française qui n'était pas telle classe exclusivement mais qui les comprenait toutes, et toutes animées d'un certain sentiment commun, ayant une existence sociale commune, fortement empreintes enfin de nationalité et d'unité.

Ainsi au sein de la variété, de l'inimitié, de la guerre est sortie dans l'Europe moderne l'unité nationale devenue aujourd'hui si éclatante, et qui tend à se développer à s'épurer de jour en jour avec un éclat encore bien supérieur. »

Karl Marx, Manifeste du Parti Communiste

Un spectre hante l'Europe: le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte Alliance pour traquer ce spectre: le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Quel est le parti d'opposition qui n'a pas été accusé de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quel est le parti d'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé aux opposants plus avancés que lui tout comme à ses adversaires réactionnaires le grief infamant de communisme ?

Il en résulte un double enseignement.

Déjà le communisme est reconnu par toutes les puissances européennes comme une puissance.

Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances; qu'ils opposent aux fables que l'on rapporte sur ce spectre communiste un manifeste du parti lui-même.

C'est à cette fin que des communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres et ont rédigé le manifeste suivant, publié en anglais, français, allemand, italien, flamand et danois.

I

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES ¹

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours ² est l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une lutte qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la disparition des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une structuration achevée de la société en corps sociaux distincts ³, une hiérarchie extrêmement diversifiée des conditions sociales.

¹ Par bourgeoisie on entend la classe (les capitalistes modernes qui possèdent les moyens sociaux (le production et utilisent du travail salarié. Par prolétariat, la classe des ouvriers salariés modernes qui ne possèdent pas de moyens de production et en sont donc réduits à vendre leur force de travail pour pouvoir subsister. (Note d'Engels, édit. anglaise de 1888).

² On plus exactement l'histoire transmise par les textes. En 1847, la préhistoire, l'organisation sociale qui a précédé, toute l'histoire écrite, était à peu près inconnue. Depuis, Haxthausen a découvert en Russie la propriété commune de la terre. Maurer a démontré qu'elle est la base sociale d'où sortent historiquement toutes les tribus allemandes et on a découvert, peu à peu, que la commune rurale, avec possession collective de la terre, a été la forme primitive de la société depuis les Indes jusqu'à l'Irlande. Finalement la structure de cette société communiste primitive a été mise à nu dans ce qu'elle a de typique par la découverte décisive de Morgan qui a fait connaître la nature véritable de la gens et de sa place dans la tribu. Avec la dissolution de ces communautés primitives commence la division de la société en classes distinctes, et finalement opposées. J'ai tenté de décrire ce processus de dissolution dans L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, 2e édition, Stuttgart 1886. (Note d'Engels, édit. anglaise et allemande de 1890, 1888.)

Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs et, de plus, dans presque chacune de ces classes une nouvelle hiérarchie particulière.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société entière se scinde de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement: la bourgeoisie et le prolétariat.

Des serfs du moyen âge naquirent les citoyens des premières communes⁴; de cette population municipale sortirent les premiers éléments de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie montante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en décomposition.

L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture prit sa place⁵. La classe moyenne industrielle supplanta les maîtres de jurande: la division du travail entre les différentes corporations céda la place à la division du travail au sein de l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse: les besoins croissaient toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors la vapeur et la machine⁶ révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture; la classe moyenne industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial a accéléré prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de

³ Le terme de « Stand » se rapporte plus précisément à l'époque féodale, aux corps sociaux, ou « états », « ordres », dont la situation, la condition, au sein de la société était fixée juridiquement par des droits, des privilèges. Ainsi la bourgeoisie montante constituait le tiers état, après la noblesse et le clergé.

⁴ Dès la fin du Xe siècle, mais essentiellement au XIe siècle, on assiste en Allemagne à un « mouvement communal ». Les bourgs et villes naissantes, jusqu'alors dans la dépendance économique et juridique d'un seigneur, s'organisent pour obtenir leur émancipation (*coniuratio civium* ou *Schwurverband*). Les premières fortifications (palissades puis murailles: *Pfahlbau*, *Stadtmauer*) devenues symboles d'autonomie, datent en Allemagne du XIe siècle; elles apparaissent souvent dans les armes de la cité (Cf. note d'Engels p. 33).

⁵ La manufacture marque la transition entre l'atelier de l'artisan et la grande industrie. Un certain nombre d'ouvriers y travaillaient individuellement sous la direction d'un patron et sur un métier qui avait déjà cessé de leur appartenir.

⁶ La machine-outil a modifié la production et les rapports de l'homme à l'objet de son travail: les outils étant jusqu'alors manipulés par la main de l'homme, celui-ci était l'auteur intégral de la transformation de la matière. Avec la machine, c'est un mécanisme de plus en plus adapté qui donne son mouvement à l'outil, l'ouvrier n'ayant plus qu'une intervention parcelaire «à distance». La machine à vapeur, dont l'emploi n'est généralisé en Angleterre que vers 1790, n'est en quelque sorte qu'un appendice de la machine-outil; mais en remplaçant les forces motrices traditionnelles, elle donnait à la révolution industrielle son véritable élan. La part de l'ouvrier dans le processus global de production était de plus en plus réduite, son travail de plus en plus « répugnant ». Envisageant le développement à l'infini des forces productrices qui permettrait d'abolir cette division du travail et de créer un homme nouveau, Engels, dans les *Principes* faisait allusion à ce que nous appellerions aujourd'hui la révolution scientifique et technique.

communication. Ce développement a réagi en retour sur l'extension de l'industrie; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie se développait décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le moyen âge.

La bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long processus de développement, d'une série de révolutions dans le mode de production ⁷ et d'échange.

Chaque étape de développement de la bourgeoisie s'accompagnait d'un progrès politique correspondant. Corps social opprimé par le despotisme féodal, association armée s'administrant elle-même dans la commune ⁸, ici république urbaine indépendante ⁹, là tiers état taillable et corvéable de la monarchie ¹⁰, puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans la monarchie féodale oit absolue, pierre angulaire des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché, mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'État représentatif moderne. Le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du «paiement ait comptant». Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a supprimé la dignité de l'individu devenu simple valeur d'échange; aux innombrables libertés dûment garanties et si chèrement conquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté de commerce. En un mot, à l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a substitué une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités considérées jusqu'alors, avec un saint respect, comme vénérables. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, l'homme de science, elle en a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité touchante qui recouvrait les rapports familiaux et les a réduits à de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a révélé comment la brutale manifestation de la force au Moyen-âge, si admirée de la réaction, trouvait son complément approprié dans la paresse la plus crasse. C'est elle qui, la première, a fait la preuve de ce dont est capable l'activité humaine: elle a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques; elle a mené à bien de tout autres expéditions que les invasions et les croisades.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement

⁷ Le mode de production des biens matériels dépend, d'une part, des forces productives (instruments de production, méthodes de travail, travailleurs) et, d'autre part, des rapports de production établis entre les hommes (servage, salariat, etc.). Dans le *Manifeste*, Marx n'intègre pas toujours les ouvriers aux forces productives auxquelles il donne plutôt le sens de «moyens matériels de la production». D'où l'ambiguïté du, vocable à ce niveau.

⁸ C'est ainsi que les habitants des villes, en Italie et en France, appelaient leur communauté urbaine, une fois achetés ou arrachés à leurs seigneurs féodaux leurs premiers droits à une administration autonome. (*Note d'Engels, édit. allemande, de 1890.*)

⁹ (comme en Italie et en Allemagne) (édit. anglaise de 1888).

¹⁰ (comme en France) (édit. anglaise de 1888).

de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de toutes les conditions sociales, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux stables et figés, avec leur cortège de conceptions et d'idées traditionnelles et vénérables, se dissolvent; les rapports nouvellement établis vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout élément de hiérarchie sociale et de stabilité d'une caste s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés d'envisager leur situation sociale. leurs relations mutuelles d'un regard lucide.

Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé, à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont évincées par de nouvelles industries, dont l'implantation devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui ne transforment plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions du globe les plus éloignées, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du monde à la fois. À la place des anciens besoins que la production nationale satisfaisait, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. À la place de l'isolement d'autrefois des régions et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et il en va des productions de l'esprit comme de la production matérielle. Les oeuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles; et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

Grâce au rapide perfectionnement des instruments de production, grâce aux communications infiniment plus faciles, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est l'artillerie lourde qui lui permet de battre en brèche toutes les murailles de Chine et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles à tout étranger. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production; elle les force à introduire chez elles ce qu'elle appelle civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En il y a un mot, elle se façonne un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a créé d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté les chiffres de population des villes par rapport à la campagne, et, par là, elle a arraché une partie importante de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, elle a rendu dépendants les pays barbares ou demi-barbares des pays civilisés, les peuples de paysans des peuples de bourgeois, l'Orient de l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été regroupées en une *seule* nation, avec un *seul* gouvernement, *une seule* législation, *un seul* intérêt national de classe, derrière *un seul* cordon douanier ¹¹.

Classe au pouvoir depuis un siècle à peine, la bourgeoisie a créé des forces productives plus nombreuses et plus gigantesques que ne l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble.

¹¹ Achevé en Angleterre, plus tôt qu'en France, ce processus n'est qu'à peine amorcé en Allemagne où le *Zollverein*, par exemple, ne date que de 1834; or, dès 1836, la population du territoire ainsi délimité représente déjà 85,6% de l'Allemagne de 1871, Alsace et Lorraine non comprises.

Mise sous le joug des forces de la nature, machinisme, application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, navigation à vapeur, chemins de fer, télégraphes électriques, défrichement de continents entiers, régularisation des fleuves, populations entières jaillies du sol - quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives sommeillaient au sein du travail social ¹² ?

Nous avons donc vu que les moyens de production et d'échange, sur la base desquels s'est édifée la bourgeoisie, ont été créés dans le cadre de la société féodale. A un certain stade d'évolution de ces moyens de production et d'échange, les rapports dans le cadre desquels la société féodale produisait et échangeait, l'organisation sociale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot les rapports féodaux de propriété, cessèrent de correspondre au degré de développement déjà atteint par les forces productives. Ils entravaient la production au lieu de la stimuler. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait briser ces chaînes. On les brisa.

Ils furent remplacés par la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique appropriée, avec la suprématie économique et politique de la classe bourgeoise.

Nous assistons aujourd'hui à un processus analogue. Les rapports bourgeois de production et d'échange, de propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au sorcier qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives contre les rapports modernes de production, contre les rapports de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et de sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, remettent en question et menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Ces crises détruisent régulièrement une grande partie non seulement des produits fabriqués, mais même des forces productives déjà créées. Au cours des crises, une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination généralisée lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la civilisation bourgeoise ¹³ et les rapports bourgeois de propriété; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces formes qui leur font alors obstacle; et dès que les forces productives triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses qu'il crée. - Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en imposant la destruction massive de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir.

Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort: elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes - les ouvriers modernes, les prolétaires.

A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une

¹² Travail collectif par opposition au travail individuel, et « dans un état social donné, dans certaines conditions sociales moyennes de production, et étant donné une intensité et une habileté sociales moyennes ». (Salaire, *prix et profit*, Paris, Éditions sociales, 1970, p. 38).

¹³ « ne favorisent plus les rapports bourgeois de propriété » (édit. allemande de 1872, 1883, 1890).

marchandise au même titre que tout autre article de commerce; ils sont exposés, par conséquent, de la même façon à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. L'ouvrier devient un simple accessoire de la machine, dont on n'exige que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, les frais qu'entraîne un ouvrier se réduisent presque exclusivement au coût des moyens de subsistance nécessaires à son entretien et à la reproduction de son espèce ¹⁴. Or le prix d'une marchandise, et donc le prix du travail ¹⁵ également, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, à mesure que se développent le machinisme et la division du travail, la masse ¹⁶ de travail s'accroît, soit par l'augmentation des heures de travail, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.

L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître artisan patriarcal la grande fabrique du capitaliste industriel. Des masses d'ouvriers, concentrés dans la fabrique, sont organisés militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'État bourgeois, mais encore, chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître, et surtout du bourgeois fabricant lui-même. Ce despotisme est d'autant plus mesquin, odieux, exaspérant qu'il proclame plus ouvertement le profit comme étant son but suprême.

Moins le travail manuel exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne se développe, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants ¹⁷. Les différences d'âge et de sexe n'ont plus de valeur sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail dont le coût varie suivant l'âge et le sexe.

Une fois achevée l'exploitation de l'ouvrier par le fabricant, c'est-à-dire lorsque celui-ci lui a compté son salaire, l'ouvrier devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie: du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc.

Petits industriels, petits commerçants et rentiers, petits artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat; en partie parce que leur faible capital ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent à la concurrence avec les grands capitalistes; d'autre part, parce que leur habileté est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le prolétariat passe par différentes phases de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

La lutte est d'abord engagée par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne dirigent pas leurs attaques contre les rapports bourgeois de production seulement: ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes; ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, mettent le feu aux fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'ouvrier du moyen âge.

¹⁴ C'est-à-dire de sa descendance. Race, ici: groupe d'individus d'une même fonction et situation sociale dans le rapport de production.

¹⁵ Ou, plus exactement, comme Marx le précisera ultérieurement, dans Salaire, prix et profit (VII, IX) par exemple, le prix de la force de travail. On trouve la même impropriété dans Travail salarié et capital dont Engels reprend l'édition en 1891, y apportant cette correction.

¹⁶ « le poids du travail » (édit. anglaise de 1888).

¹⁷ « des femmes. » (1872, 1883, 1890).

A ce stade, les ouvriers forment une masse disséminée à travers le pays et atomisée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent dans une action de masse, ce n'est pas là encore le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore provisoirement le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les vestiges de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits-bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la bourgeoisie; toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise ¹⁸.

Or, avec le développement de l'industrie, le prolétariat ne fait pas que s'accroître en nombre; il est concentré en masses plus importantes; sa force augmente et il en prend mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. La concurrence croissante des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent rendent les salaires des ouvriers de plus en plus instables; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend leur condition de plus en plus précaire: les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent à former des coalitions ¹⁹ contre les bourgeois; ils s'unissent pour défendre leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes, pour être prêts en vue de soulèvements éventuels. Ça et là, la lutte éclate en émeutes.

De temps à autre, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union de plus en plus large des travailleurs. Cette union est favorisée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui font entrer en relation les ouvriers de localités différentes ²⁰. Or, il suffit de cette prise (le contact pour centraliser les nombreuses luttes locales de même caractère en une lutte nationale, pour en faire une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir, avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux *chemins de fer*.

Cette organisation des prolétaires en classe, et donc en parti politique, est sans cesse de nouveau détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière: par exemple le bill de dix heures en Angleterre ²¹.

D'une manière générale, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel; d'abord contre l'aristocratie, plus tard contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en contradiction avec le progrès de l'industrie, et toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers.

¹⁸ Et inversement: analysant les conséquences des journées de 1848, Marx montrera «de façon empirique, sur la matière historique existante et renouvelée quotidiennement, que l'assujettissement de la classe ouvrière réalisé par février et mars avait amené du même coup la défaite des adversaires de celle-ci - les républicains bourgeois en France jet les classes bourgeoises et paysannes en lutte contre l'absolutisme féodal sur tout le continent européen» (Travail salarié et capital, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 19).

¹⁹ « ligues (trade-Unions) » (édition anglaise de 1888).

²⁰ La Ligue des Justes a utilisé ces associations ainsi que les cercles de formation, de chant même ou de sport, comme base d'activité ou de recrutement; ses membres constituaient alors une commune, certains, délégués ou compagnons en déplacement, étaient chargés d'assurer la liaison entre les communes. Ces principes d'organisation semblent inspirés des sociétés secrètes néo-babouvistes. La Ligue des Communistes fera de même. Engels, en 1848, mentionne l'existence d'une trentaine de communes.

²¹ Loi du 8 juin 1847 qui limitait en Angleterre, la journée de travail à dix heures à dater du 1er mai 1848.

Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, d'avoir recours à son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de sa propre éducation ²², c'est-à-dire des armes contre elle-même.

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par le progrès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passe à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, à l'heure actuelle, s'opposent à la bourgeoisie, seul le prolétariat est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périssent et disparaissent avec la grande industrie; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

Les classes moyennes, petits industriels, petits commerçants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie pour sauver leur existence de classes moyennes du déclin qui les menace. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires: elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat: elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer sur celui du prolétariat.

Quant au sous-prolétariat ²³, cette pourriture passive des couches inférieures de la vieille société, il peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne; cependant ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre et se livrer à des menées réactionnaires.

Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà supprimées dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise; le travail industriel moderne, l'asservissement moderne au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, ont dépouillé le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider la situation déjà acquise en soumettant l'ensemble de la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui leur était particulier et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne: ils ont à détruire toute sécurité privée, toutes garanties privées antérieures.

Tous les mouvements ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou dans l'intérêt de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se mettre debout, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle.

²² « d'éducation politique et générale » (édit. angl. de 1888).

²³ Lumpenproletariat: le prolétariat en haillons, la pègre, au sens fort dans le texte.

Bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant d'abord la forme. Le prolétariat de chaque pays doit, bien entendu, en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons suivi l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle, jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination en renversant par la violence la bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut pouvoir lui assurer des conditions d'existence qui lui permettent au moins de vivre dans la servitude. Le serf est parvenu à devenir membre d'une commune en plein servage de même que le petit bourgeois s'est élevé au rang de bourgeois sous le joug de l'absolutisme féodal. L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, déchoit de plus en plus au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. L'ouvrier devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il en ressort donc clairement que la bourgeoisie est incapable de demeurer plus longtemps classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi impérative, les conditions d'existence de sa classe. Elle est incapable de régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu qu'il la nourrisse. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour conditions essentielles l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital; la condition du capital, c'est le salariat.

Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi le développement de la grande industrie sape sous les pieds de la bourgeoisie la base même sur laquelle elle a établi son système de production et d'appropriation. La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

II

PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers ²⁴ sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers: constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Les thèses des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme.

Les rapports de propriété ont tous subi de continuel changements, de continuelles transformations historiques.

La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise.

Ce qui distingue le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Or, la propriété privée moderne, la propriété bourgeoise, est l'ultime et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation qui repose sur des antagonismes de classe, sur l'exploitation des uns par les autres ²⁵.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique: abolition de la propriété privée.

On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnellement acquise, fruit du travail de l'individu, propriété que l'on dit être la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance personnelles.

La propriété, fruit du travail et du mérite personnel ! Veut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qu'est la propriété, du petit bourgeois, (lu petit paysan ? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a abolie et continue chaque jour de l'abolir.

Ou bien veut-on parler de la propriété privée moderne, de la propriété bourgeoise ?

²⁴ «relevant d'un esprit de secte» (édit. angl. de 1888).

²⁵ « exploitation de la majorité par la minorité » (édition anglaise de 1888).

Mais est-ce que le travail salarié, le travail du prolétaire, crée pour lui de la propriété ? Nullement. Il crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de produire de nouveau du travail salarié, afin de l'exploiter de nouveau. La propriété, dans sa forme présente, se meut entre ces deux termes antinomiques: le capital et le travail. Examinons les deux termes de cette antinomie.

Être capitaliste, c'est occuper non seulement une position purement personnelle, mais encore une position sociale dans la production. Le capital est un produit collectif; il ne peut être mis en mouvement que par l'activité commune de nombreux individus, et même, en dernière analyse, que par l'activité commune de tous les membres de la société.

Le capital n'est donc pas une puissance personnelle une puissance sociale.

Dès lors, si le capital est transformé en propriété commune appartenant à tous les membres de la société, ce n'est pas une propriété personnelle qui se change en propriété sociale. Seul le caractère social de la propriété change. Il perd son caractère de classe.

Venons-en au travail salarié.

Le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier en tant qu'ouvrier. Par conséquent, ce que l'ouvrier salarié s'approprie par son activité est tout juste suffisant pour reproduire sa vie ramenée à sa plus simple expression. Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail indispensable à la reproduction de la vie du lendemain, cette appropriation ne laissant aucun profit net qui pourrait conférer un pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est supprimer le caractère misérable de cette appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital, et ne vit qu'autant que l'exigent les intérêts de la classe dominante.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé ²⁶. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et de faire progresser l'existence des travailleurs.

Dans la société bourgeoise, le passé domine donc le présent; dans la société communiste c'est le présent qui domine le passé. Dans la société bourgeoise, le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu qui travaille n'a ni indépendance, ni personnalité.

Et c'est l'abolition de ces rapports sociaux que la bourgeoisie qualifie d'abolition de la personnalité et de la liberté ! Et avec raison. Car il s'agit certes d'abolir la personnalité, l'indépendance, la liberté bourgeoises.

Par liberté, dans le cadre des actuels rapports de production bourgeois, on entend la liberté du commerce, la liberté d'acheter et de vendre.

Mais si le trafic disparaît, le libre trafic disparaît aussi. Au reste, tous les beaux discours sur la liberté du commerce, de même que toutes les forfanteries libérales de notre bourgeoisie, n'ont de sens que par contraste avec le trafic entravé, avec le bourgeois asservi du moyen âge; mais ils n'en ont aucun lorsqu'il s'agit de l'abolition, par le communisme, du trafic, des rapports de production bourgeois et de la bourgeoisie elle-même.

Vous êtes saisis d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société actuelle, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres; si cette propriété existe, c'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes. Vous nous reprochez donc de

²⁶ La richesse capitaliste étant constituée par une accumulation de produits du travail, cette richesse représente donc du travail accumulé.

vouloir abolir une forme de propriété qui a pour condition nécessaire que l'immense majorité (le la société soit frustrée de toute propriété.

En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir voire propriété à vous. En vérité, c'est bien ce que nous voulons.

Dès l'instant que le travail ne peut plus être converti en capital, en argent, en rente foncière, bref en pouvoir social susceptible d'être monopolisé, c'est-à-dire dès que la propriété individuelle ne peut plus se transformer en propriété bourgeoise, vous déclarez que l'individu est supprimé.

Vous avouez donc que, lorsque vous parlez de l'individu, vous n'entendez parler que du bourgeois, du propriétaire bourgeois. Et cet individu-là, certes, doit être supprimé.

Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux; il n'ôte que le pouvoir d'asservir le travail d'autrui à l'aide de cette appropriation.

On a objecté qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde.

Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait péri de fainéantise puisque, dans cette société, ceux (lui travaillent ne gagnent pas et que ceux qui gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie qu'il n'y a plus de travail salarié du moment qu'il n'y a plus de capital.

Toutes les accusations portées contre le mode communiste (le production et d'appropriation des produits matériels l'ont été également contre la production et l'appropriation des oeuvres de l'esprit. De même que, pour le bourgeois, la disparition de la propriété de classe équivaut à la disparition de toute production, de même la disparition de la culture de classe s'identifie, pour lui, à la disparition de toute culture.

La culture dont il déplore la perte, n'est pour l'immense majorité qu'un dressage qui en fait des machines.

Mais inutile de nous chercher querelle en appliquant à l'abolition de la propriété bourgeoise l'étalon de vos notions bourgeoises de liberté, de culture, de droit, etc. Vos idées résultent elles-mêmes des rapports bourgeois de propriété et de production, comme votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, volonté, dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe.

La conception intéressée qui vous fait ériger en lois éternelles de la nature et de la raison vos rapports de production et de propriété - rapports historiques qui disparaissent au cours de l'évolution de la production - cette conception, vous la partagez avec toutes les classes dirigeantes aujourd'hui disparues. Ce que vous comprenez pour la propriété antique, ce que vous comprenez pour la propriété féodale, vous ne pouvez l'admettre pour la propriété bourgeoise.

L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

Sur quelle base repose la famille bourgeoise actuelle ? Sur le capital, le profit individuel. La famille n'existe, sous sa forme achevée, que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire l'absence de toute famille et la prostitution publique auxquelles sont contraints les prolétaires.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons.

Mais nous supprimons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation familiale, l'éducation par la société.

Et voire éducation, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les rapports sociaux dans le cadre desquels vous élevez vos enfants, par l'immixtion plus ou moins directe de la société, par le canal de l'école. etc. Les communistes n'inventent pas l'action de la société sur l'éducation; ils en changent seulement le caractère et arrachent l'éducation à l'influence de la classe dominante.

Les phrases de la bourgeoisie sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents sont de plus en plus écœurantes à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.

Mais la bourgeoisie tout entière de s'écrier en chœur

Vous autres, communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes !»

Dans sa femme le bourgeois ne voit qu'un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être exploités en commun et il ne peut naturellement qu'en conclure que les femmes connaîtront le sort commun de la socialisation.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'abolir la situation de simple instrument de production qui est celle de la femme.

Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'indignation vertueuse qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes en système communiste. Les communistes n'ont pas besoin de l'introduire, elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, se font le plus grand plaisir de débaucher leurs épouses réciproques.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on donc accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition des rapports de production actuels, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.

En outre on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétaire doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale²⁷, se constituer lui-même en nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens où l'entend la bourgeoisie.

Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'elle entraîne.

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître Plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est l'une des premières conditions de son émancipation.

²⁷ « en classe dirigeante de la nation » (édition anglaise de 1888).

A mesure qu'est abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, est abolie également l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.

Quant aux accusations portées d'une façon générale contre le communisme, d'un point de vue religieux, philosophique et idéologique, elles ne méritent pas un examen approfondi.

Est-il besoin d'une grande perspicacité pour comprendre qu'avec toute modification de leurs conditions de vie, de leurs relations sociales, de leur existence sociale, les représentations, les conceptions et les notions des hommes, en un mot leur conscience, changent aussi ?

Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement le fait que, dans le sein de l'ancienne société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que la disparition des vieilles idées va de pair avec la disparition des anciennes conditions d'existence.

Quand le monde antique était à son déclin, les anciennes religions furent vaincues par la religion chrétienne. Quand au XVIII^e siècle les idées chrétiennes cédèrent devant les idées des Lumières, la société féodale livrait sa dernière bataille à la bourgeoisie, alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience, de liberté religieuse ne faisaient que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine de la conscience ²⁸.

« Sans doute, dira-t-on, les idées religieuses, morales, philosophiques, politiques, juridiques, etc., se sont en effet modifiées au cours du développement historique. Cependant la religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit se maintenaient toujours à travers ces transformations.

« Il y a de plus des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc., qui sont communes à tous les régimes sociaux. Or, le communisme supprime les vérités éternelles, il supprime la religion et la morale au lieu d'en renouveler la forme, et il contredit en cela tous les développements historiques antérieurs. »

A quoi se réduit cette accusation ? L'histoire de toute la société jusqu'à nos jours était faite d'antagonismes de classes, antagonismes qui, selon les époques, ont revêtu des formes différentes.

Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre, est un fait commun à tous les siècles passés. Rien d'étonnant, donc, si la conscience Sociale (le tous les siècles, eu dépit (le toute sa variété et de sa diversité, se ruent dans certaines formes communes - formes de conscience qui lie se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec les rapports traditionnels de propriété; rien d'étonnant si dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

Mais laissons là les objections faites par la bourgeoisie au communisme.

²⁸ « domaine du savoir » (édit. all. de 1872, 1883 et 1890).

Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout capital, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la masse des forces productives.

Cela ne pourra se faire, naturellement, au début, que par une intervention despotique dans le droit de propriété et les rapports bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui économiquement paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont inévitables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes selon les différents pays.

Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application:

1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État.
2. Impôt fortement progressif.
3. Abolition du droit d'héritage.
4. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.
5. Centralisation du crédit entre les mains de l'État, par une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif.
6. Centralisation entre les mains de l'État de tous les moyens de transport.
7. Multiplication des usines nationales et des instruments de production; défrichement et amélioration des terres selon un plan collectif.
8. Travail obligatoire pour tous; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.
9. Coordination de l'activité agricole et industrielle mesures tendant à supprimer progressivement l'opposition ville-campagne.
10. Éducation publique et gratuite de tous les enfants abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Coordination de l'éducation avec la production matérielle, etc.

Les différences de classes une fois disparues dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd alors son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, abolit par la violence les anciens rapports de production, il abolit en même temps que ces rapports les conditions de l'antagonisme des classes, il abolit les classes en général et, par là même, sa propre domination de classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

1) Karl Marx

- Classe, conscience de classe. L'exemple du paysan parcellaire, in *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, VII – p. 161-88 (édition Mille et Une Nuits).

Texte disponible en ligne à :

<http://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.htm>

VII

La *République sociale* apparut, en tant que phrase, que prophétie, au seuil de la République de Février. Au cours des journées de Juin 1848, elle fut étouffée dans le sang du *prolétariat parisien*, mais elle rôda comme un spectre, dans les actes suivants du drame. On proclama la *République démocratique*. Elle disparut le 13 juin 1849, emportée dans la fuite de *ses petits bourgeois*, mais dans sa fuite, elle jeta derrière elle sa publicité doublement fanfaronne. La *République parlementaire* s'empara, avec la bourgeoisie, de toute la scène, et s'étendit dans toute sa plénitude, mais le 2 décembre 1851 l'enterra, aux cris angoissés de : «Vive la République !», poussés par les royalistes coalisés.

La bourgeoisie française s'était cabrée contre la domination du prolétariat travailleur, et c'est elle qui mit au pouvoir le sous-prolétariat ayant à sa tête le chef de la société du Dix-Décembre. La bourgeoisie avait tenu la France toute haletante dans la crainte des horreurs futures de l'anarchie rouge, et c'est Bonaparte qui lui escompta cet avenir en faisant, le 4 décembre, descendre de leurs fenêtres à coups de fusils, par les soldats de l'ordre saouls d'eau-de-vie, les bourgeois distingués du boulevard Montmartre et du boulevard des Italiens. La bourgeoisie avait fait l'apothéose du sabre, et c'est le sabre qui la domine. Elle avait supprimé la presse révolutionnaire, et c'est sa propre presse qui est supprimée. Elle avait placé les réunions populaires sous la surveillance de la police, et ce sont ses salons qui sont, à leur tour, placés sous la surveillance de la police. Elle avait dissous la garde nationale démocratique, et c'est sa propre garde nationale qui est dissoute. Elle avait proclamé l'état de siège, et c'est contre elle que l'état de siège est maintenant proclamé. Elle avait remplacé les jurys par des commissions militaires, et ses propres jurys sont, à leur tour, remplacés par des commissions militaires.

Elle avait livré aux prêtres l'instruction publique, et maintenant c'est sa propre instruction qui est livrée aux prêtres. Elle avait déporté sans jugement, et maintenant c'est elle que l'on déporte sans jugement. Elle avait réprimé à l'aide de la force publique tout mouvement de la société, et maintenant le pouvoir d'Etat réprime, à son tour, tout mouvement de sa propre société. Pour l'amour de son porte-monnaie, elle s'était révoltée contre ses propres politiciens et littérateurs. Maintenant, non seulement ses politiciens et littérateurs sont à l'écart, mais on pille son porte-monnaie, après l'avoir bâillonnée et après avoir brisé sa plume. La bourgeoisie avait crié infatigablement à la révolution, comme saint Arsène aux chrétiens : *Fuge, tace, quiesce*²⁹ ! et maintenant, c'est Bonaparte qui crie à la bourgeoisie : *Fuge, tace, quiesce* !

²⁹ *Fuis, tais-toi, reste tranquille !*

La bourgeoisie française avait résolu depuis longtemps le dilemme posé par Napoléon : «Dans cinquante ans, l'Europe sera ou républicaine ou cosaque.» Elle l'avait résolu dans le sens de la «*République cosaque*». Aucune Circé³⁰ n'avait, en jetant un mauvais sort, transformé en monstre le chef-d'œuvre de la République bourgeoise. Cette République n'avait perdu que l'apparence de la respectabilité. La France actuelle était déjà tout entière dans la République parlementaire. Il avait suffi d'un coup de baïonnette pour crever l'enveloppe extérieure et faire apparaître le monstre à tous les yeux.

[Le but immédiat de la révolution de février fut le renversement de la dynastie d'Orléans et de la fraction de la bourgeoisie qui dominait sous elle. C'est le 2 décembre 1851 seulement que ce but fut atteint. Alors, les immenses propriétés de la maison d'Orléans, bases réelles de son influence, furent confisquées, et ce qu'on avait attendu de la révolution de février ne se produisit qu'au lendemain du coup d'état du 2 décembre : la prison, la fuite, la destitution, le bannissement, le désarmement, le mépris à l'égard des hommes qui, depuis 1830, avaient fatigué la France de leur réputation. Mais, sous Louis-Philippe, dominait seulement une partie de la bourgeoisie commerçante. Les autres fractions de cette bourgeoisie constituaient une opposition dynastique et une opposition républicaine ou se trouvaient complètement en dehors de ce qu'on appelait la légalité. C'est la république parlementaire qui porta la première au pouvoir toutes les fractions de la bourgeoisie commerçante. Sous Louis-Philippe, la bourgeoisie commerçante exclut la bourgeoisie foncière. C'est la république parlementaire qui, la première, les mit sur un pied d'égalité, unit la monarchie de Juillet à la monarchie légitime et fonda en une seule deux périodes de domination de la propriété. Sous Louis-Philippe, la partie privilégiée de la bourgeoisie cachait sa domination sous le trône. Dans la république parlementaire, la domination de la bourgeoisie, après avoir uni tous ses éléments et fait de son domaine le domaine de sa classe, apparut dans toute sa nudité. Ainsi, il fallut que la révolution elle-même créât d'abord la forme dans laquelle la domination de la classe bourgeoise acquiert son expression la plus large, la plus générale et la plus complète, et pût, par conséquent, être renversée sans espoir de retour.

C'est alors seulement que fut exécutée la condamnation prononcée en février contre la bourgeoisie orléaniste, c'est-à-dire la fraction la plus vivante de la bourgeoisie française. C'est alors seulement qu'elle fut battue dans son Parlement, son barreau, ses tribunaux de commerce, ses représentations provinciales, son notariat, son université, sa tribune et sa justice, sa presse et sa littérature, ses revenus administratifs, son casuel judiciaire, ses appointements d'officiers et ses rentes d'État, dans son esprit et dans sa chair. Blanqui avait posé comme première revendication à la révolution la dissolution des gardes bourgeoises, et les gardes bourgeoises, qui, en février, tendaient la main à la révolution pour l'entraver dans sa marche, disparurent en décembre de la scène. Le Panthéon lui-même redevint une église ordinaire. Avant la dernière forme du régime bourgeois fut également rompu le charme qui avait transformé en saints ses initiateurs du XVIII^e siècle.]³¹

Pourquoi le prolétariat parisien ne s'est-il pas soulevé après le 2 décembre ?

Parce que la chute de la bourgeoisie n'avait été que décrétée et que le décret n'avait pas encore été exécuté. Toute révolte sérieuse du prolétariat l'aurait aussitôt rendue à la vie, réconciliée avec l'armée et aurait valu aux ouvriers une seconde défaite de Juin.

³⁰ Enchanteresse de la mythologie grecque, qui transformait les hommes en bêtes.

³¹ Tout le passage entre crochets n'apparaît pas dans l'édition de 1976 (Éditions du Progrès, Moscou), il est tiré de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris). (Note du transcripteur).

Le 4 décembre, le prolétariat fut excité à la lutte par les bourgeois et les épiciers. Le soir de ce même jour, plusieurs légions de la garde nationale promirent d'apparaître en armes et en uniforme sur le champ de bataille. Bourgeois et épiciers s'étaient en effet aperçus que dans l'un de ses décrets du 2 décembre, Bonaparte abolissait le vote secret et ordonnait aux électeurs d'inscrire dans les registres officiels : oui ou non, en face de leurs noms. La résistance du 4 décembre intimida Bonaparte. Pendant la nuit, il fit placarder à tous les coins de rues des affiches annonçant le rétablissement du vote secret. Bourgeois et épiciers crurent dès lors avoir atteint leur but, et qui ne parut pas le lendemain, ce furent les épiciers et les bourgeois.

Par un coup de main de Bonaparte, pendant la nuit du 1^{er} au 2 décembre, le prolétariat parisien avait été privé de ses chefs de barricades. Devenu une armée sans officiers, à laquelle les souvenirs de juin 1848 et 1849 et de mai 1850 ôtaient toute envie de combattre sous la bannière des Montagnards, il laissa à son avant-garde, les sociétés secrètes, le soin de sauver l'honneur insurrectionnel de Paris et la bourgeoisie livra si facilement la capitale à la soldatesque que Bonaparte put, par la suite, désarmer la garde nationale sous le prétexte ironique qu'il craignait que les anarchistes n'utilisassent contre elle ses propres armes !

« C'est le triomphe complet et définitif du socialisme ! » C'est ainsi que Guizot caractérisa le Deux-Décembre. Mais si le renversement de la République parlementaire contient en germe le triomphe de la révolution prolétarienne, son premier résultat tangible n'en fut pas moins *la victoire de Bonaparte sur le Parlement, du pouvoir exécutif sur le pouvoir législatif, de la violence sans phrase sur la violence de la phrase*. Au Parlement, la nation élevait sa volonté générale à la hauteur d'une loi, c'est-à-dire qu'elle faisait de la loi de la classe dominante sa volonté générale. Devant le pouvoir exécutif, elle abdique toute volonté propre et se soumet aux ordres d'une volonté étrangère, l'autorité. Le pouvoir exécutif, contrairement au pouvoir législatif, exprime l'hétéronomie de la nation, en opposition à son autonomie. Ainsi, la France ne sembla avoir échappé au despotisme d'une classe que pour retomber sous le despotisme d'un individu, et encore sous l'autorité d'un individu sans autorité. La lutte parut apaisée en ce sens que toutes les classes s'agenouillèrent, également impuissantes et muettes, devant les crosses de fusils.

Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851, elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs, et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne *le pouvoir exécutif*, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : « Bien creusé, vieille taupe ! »

Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec son mécanisme étatique complexe et artificiel, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée d'un demi-million de soldats, effroyable corps parasite, qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité, qu'il aida à renverser. Les privilèges seigneuriaux des grands propriétaires fonciers et des villes se transformèrent en autant d'attributs du pouvoir d'Etat, les dignitaires féodaux en fonctionnaires appointés, et la carté bigarrée des droits souverains médiévaux contradictoires devint le plan bien réglé d'un pouvoir d'Etat, dont le travail est divisé et centralisé comme dans une usine. La première Révolution française, qui se donna pour tâche de briser tous les

pouvoirs indépendants, locaux, territoriaux, municipaux et provinciaux, pour créer l'unité civique de la nation, devait nécessairement développer l'œuvre commencée par la monarchie absolue : la centralisation, mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'Etat. La monarchie légitime et la monarchie de Juillet ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail, croissant au fur et à mesure que la division du travail, à l'intérieur de la société bourgeoise, créait de nouveaux groupes d'intérêts, et par conséquent, un nouveau matériel pour l'administration d'Etat. Chaque intérêt *commun* fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre d'intérêt supérieur, *général*, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et aux universités. La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'Etat comme la principale proie du vainqueur.

Mais, sous la monarchie absolue, pendant la première Révolution et sous Napoléon, la bureaucratie n'était que le moyen de préparer la domination de classe de la bourgeoisie. Sous la Restauration, sous Louis-Philippe, sous la République parlementaire, elle était l'instrument de la classe dominante, quels que fussent d'ailleurs ses efforts pour se constituer en puissance indépendante.

Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'Etat semble être devenu complètement indépendant. La machine d'Etat s'est si bien renforcée en face de la société qu'il lui suffit d'avoir à sa tête le chef de la société du Dix-Décembre, chevalier de fortune venu de l'étranger, élevé sur le pavois par une soldatesque ivre, achetée avec de l'eau-de-vie et du saucisson, et à laquelle il lui faut constamment en jeter à nouveau. C'est ce qui explique le morne désespoir, l'effroyable sentiment de découragement et d'humiliation qui oppresse la poitrine de la France et entrave sa respiration. Elle se sent comme déshonorée.

Cependant, le pouvoir d'Etat ne plane pas dans les airs. Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les *paysans parcellaires*.

De même que les Bourbons avaient été la dynastie de la grande propriété foncière et les Orléans la dynastie de l'argent, les Bonapartes sont la dynastie des paysans, c'est-à-dire de la masse du peuple français. L'élu des paysans, ce n'était pas le Bonaparte qui se soumettait au Parlement bourgeois, mais le Bonaparte qui dispersa ce Parlement. Pendant trois ans, les villes avaient réussi à fausser le sens de l'élection du 10 décembre et à voler aux paysans le rétablissement de l'Empire. C'est pourquoi le coup d'Etat du 2 décembre 1851 ne fit que compléter l'élection du 10 décembre 1848.

Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans. L'exploitation de la parcelle ne permet aucune division du travail, aucune utilisation des méthodes scientifiques, par conséquent, aucune diversité de

développement, aucune variété de talents, aucune richesse de rapports sociaux. Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. Un certain nombre de ces familles forment un village et un certain nombre de villages un département. Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Assemblée. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés. Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. L'influence politique des paysans parcellaires trouve, par conséquent, son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif.

La tradition historique a fait naître dans l'esprit des paysans français la croyance miraculeuse qu'un homme portant le nom de Napoléon leur rendrait toute leur splendeur. Et il se trouva un individu qui se donna pour cet homme, parce qu'il s'appelait Napoléon, conformément à l'article du code Napoléon qui proclame : « La recherche de la paternité est interdite ». Après vingt années de vagabondage et une série d'aventures grotesques, la légende se réalise, et l'homme devient empereur des Français. L'idée fixe du neveu se réalisa parce qu'elle correspondait à l'idée fixe de la classe la plus nombreuse de la population française.

Mais, objectera-t-on, et les insurrections paysannes dans la moitié de la France, et les expéditions militaires contre les paysans, l'incarcération et la déportation en masse des paysans ?

Depuis Louis XIV, la France n'a pas connu de semblables persécutions des paysans « pour menées démagogiques ».

Mais entendons-nous. La dynastie des Bonapartes ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan qui veut se libérer de ses conditions d'existence sociales représentées par la parcelle, mais le paysan qui veut, au contraire, les renforcer ; non pas le peuple campagnard qui veut, par son énergie, renverser la vieille société en collaboration étroite avec les villes, mais, au contraire, celui qui, étroitement confiné dans ce vieux régime, veut être sauvé et avantagé, lui et sa parcelle, par le fantôme de l'Empire. La dynastie des Bonapartes ne représente pas le progrès, mais la foi superstitieuse du paysan, non pas son jugement, mais son préjugé, non pas son avenir, mais son passé, non pas ses Cévennes³², mais sa Vendée³³.

³² Cévennes, partie de la bordure orientale du Massif Central, théâtre de 1702 à 1705, d'un soulèvement paysan dû aux persécutions des protestants et qui eut un caractère antiféodal prononcé.

Les trois années de domination sévère de la République parlementaire avaient libéré une partie des paysans français de l'illusion napoléonienne, et les avaient révolutionnés, quoique de façon seulement superficielle, mais la bourgeoisie les repoussa violemment chaque fois qu'ils se mirent en mouvement. Sous la République parlementaire, la conscience moderne des paysans français entra en conflit avec leur conscience traditionnelle. Le processus se poursuivit sous la forme d'une lutte incessante entre les maîtres d'école et les prêtres. La bourgeoisie battit les maîtres d'école. Pour la première fois, les paysans s'efforcèrent d'avoir une attitude indépendante à l'égard de l'action du gouvernement. Cette opposition s'exprima par des conflits continuels entre les maires et les préfets. La bourgeoisie révoqua les maires. Enfin, les paysans de différentes localités se soulevèrent, pendant la période de la République parlementaire, contre leur propre progéniture, l'armée. La bourgeoisie les en punit au moyen de l'état de siège et d'exécutions, et maintenant cette même bourgeoisie se lamente sur la stupidité des masses, de la « vile multitude » qui l'a trahie en faveur de Bonaparte. C'est elle-même qui a renforcé violemment l'impérialisme de la classe paysanne, c'est elle qui a maintenu les conditions qui ont donné naissance à cette religion paysanne. Assurément, la bourgeoisie ne peut que craindre la stupidité des masses, tant qu'elles restent conservatrices, et leur intelligence, dès qu'elles deviennent révolutionnaires.

Dans les soulèvements qui se produisirent au lendemain du coup d'Etat, une partie des paysans français protestèrent, les armes à la main, contre leur propre vote du 10 décembre 1848. L'expérience réalisée depuis 1848 les avait assagis. Mais ils s'étaient donnés aux enfers de l'histoire, et celle-ci les prit au mot. D'ailleurs, la majorité d'entre eux étaient encore à tel point prisonniers de leurs propres illusions que c'est précisément dans les départements les plus rouges que la population paysanne vota ouvertement pour Bonaparte. Pour eux, l'Assemblée nationale l'avait empêché d'agir, et il n'avait brisé que maintenant les liens dans lesquels les villes avaient enfermé la volonté des campagnes. Ils nourrissaient même, par endroits, l'idée grotesque de placer à côté de Napoléon une Convention.

Après que la première Révolution eut transformé les paysans demi-serfs en libres propriétaires fonciers, Napoléon consolida et réglementa les conditions leur permettant d'exploiter tranquillement les terres qui venaient de leur échoir et de satisfaire leur enthousiasme juvénile de propriétaires. Mais c'est précisément sa parcelle même, la division du sol, la forme de propriété que Napoléon consolida en France, qui ruinent maintenant le paysan français. Ce sont précisément les conditions matérielles qui firent du paysan féodal français un paysan parcellaire et de Napoléon un empereur. Deux générations ont suffi pour produire ce résultat inévitable : aggravation progressive de la situation de l'agriculture, endettement progressif de l'agriculteur. La forme de propriété « napoléonienne » qui, au début du XIX^e siècle, était la condition nécessaire de la libération et de l'enrichissement de la population paysanne française, est devenue, au cours de ce siècle, la cause principale de son esclavage et de son appauvrissement. Et c'est précisément la première des « idées napoléoniennes » que doit défendre le second Bonaparte. S'il partage encore avec les paysans l'illusion que ce n'est pas dans la propriété parcellaire elle-même, mais en dehors d'elle, dans l'effet de circonstances d'ordre secondaire, qu'il faut chercher la cause de sa ruine, toutes les expériences qu'il tentera se briseront comme des bulles de savon au contact des rapports de production.

³³ Allusion à la rébellion contre-révolutionnaire fomentée en Vendée par les royalistes en 1793. Ces derniers utilisèrent le mouvement paysan dans leur lutte contre la république.

Le développement économique de la propriété parcellaire a renversé de fond en comble les rapports de la paysannerie avec les autres classes de la société. Sous Napoléon, le parcellement du sol ne fit que compléter à la campagne le régime de la libre concurrence et de la grande industrie à ses débuts dans les villes. [Le traitement de faveur même dont bénéficia la classe paysanne était dans l'intérêt de la nouvelle société bourgeoise. Cette classe nouvellement créée était le prolongement universel du régime bourgeois au-delà des portes des villes, sa réalisation à l'échelle nationale. Elle constituait...]³⁴ La classe paysanne constituait une protestation partout présente contre l'aristocratie foncière qu'on venait précisément de renverser. [Si elle bénéficia d'un traitement de faveur, c'est qu'elle fournissait, plus que toutes les autres classes, une base d'offensive contre la restauration des féodaux.]³⁵ Les racines que la propriété parcellaire jeta dans le sol français enlevèrent tout aliment au féodalisme. Ses barrières constituèrent le rempart naturel de la bourgeoisie contre tout retour offensif de ses anciens seigneurs. Mais, au cours du XIX^e siècle, l'usurier des villes remplaça les féodaux, l'hypothèque, les servitudes féodales du sol, le capital bourgeois, la propriété foncière aristocratique. La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire. La dette hypothécaire pesant sur le sol impose à la paysannerie française une redevance aussi considérable que l'intérêt annuel de toute la dette publique de l'Angleterre. La propriété parcellaire, à laquelle son développement impose inévitablement cet état d'esclavage à l'égard du capital, a transformé la masse de la nation française en troglodytes. Seize millions de paysans (femmes et enfants compris) habitent dans des cavernes, dont un grand nombre ne possèdent qu'une seule ouverture, une petite partie n'en a que deux et la partie la plus favorisée en a seulement trois. Or, les fenêtres sont à une maison ce que les cinq sens sont à la tête. L'ordre bourgeois qui, au début du siècle, fit de l'Etat une sentinelle chargée de veiller à la défense de la parcelle nouvellement constituée qu'il engraisait de lauriers, est actuellement devenu un vampire qui suce son sang et sa cervelle et les jette dans la marmite d'alchimiste du capital. Le code Napoléon n'est plus que le code des exécutions et de la vente forcée. Aux quatre millions (enfants, etc., compris) d'indigents officiels, de vagabonds, de criminels et de prostituées que compte la France, viennent s'ajouter cinq millions d'hommes suspendus au bord de l'abîme et qui, ou bien habitent eux-mêmes à la campagne, ou passent constamment avec leurs haillons et leurs enfants, de la campagne dans les villes, et inversement. L'intérêt des paysans n'est plus, par conséquent, comme sous Napoléon, en accord, mais en contradiction avec les intérêts de la bourgeoisie, avec le capital. Ils trouvent, par conséquent, leur allié et leur guide naturel dans le *prolétariat des villes*, dont la tâche est le renversement de l'ordre bourgeois. Mais le *gouvernement fort et absolu*, et c'est là la deuxième « **idée napoléonienne** » que le second Napoléon doit mettre à exécution, est précisément appelé à défendre par la force cet «ordre matériel». Aussi, cet «ordre matériel» fournit-il le mot d'ordre qui revient constamment dans toutes les proclamations de Bonaparte contre les paysans révoltés.

A côté de l'hypothèque que lui impose le capital, *l'impôt* vient également peser sur la parcelle. L'impôt est la source de vie, de la bureaucratie, de l'armée, de l'Eglise et de la cour, bref de tout l'appareil du pouvoir exécutif. Gouvernement fort et lourds impôts sont deux termes synonymes. La propriété parcellaire, par sa nature même, sert de base à une bureaucratie toute-puissante et innombrable. Elle crée sur toute la surface du pays l'égalité de niveau des rapports et des personnes et, par conséquent, la possibilité pour un pouvoir central d'exercer la

³⁴ Ce passage entre crochets est issu de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris) et est absent de l'édition de 1976 (Éditions du Progrès, Moscou).

³⁵ Ce passage entre crochets est issu de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris) et est absent de l'édition de 1976 (Éditions du Progrès, Moscou).

même action sur tous les points de la masse ainsi formée. Elle anéantit les couches aristocratiques, intermédiaires, placées entre la masse du peuple et ce pouvoir central. Elle provoque, par conséquent, de toutes parts, l'intervention directe de ce pouvoir et l'ingérence de ses organes directs. Elle crée enfin une surpopulation sans travail qui, ne trouvant place ni à la campagne ni dans les villes, recherche, par conséquent, les postes de fonctionnaires comme une sorte d'aumône respectable, et en provoque la création. [Sous Napoléon, ce nombreux personnel gouvernemental n'était pas seulement directement productif en ce sens qu'au moyen des impôts prélevés par l'État, il réalisait pour la paysannerie nouvellement constituée, sous forme de travaux publics, ce que la bourgeoisie ne pouvait encore réaliser à l'aide de son industrie privée. L'impôt d'État était, par conséquent, un moyen de contrainte nécessaire pour maintenir les échanges entre la ville et la campagne. Sinon le paysan parcellaire, comme c'est le cas en Norvège et dans une partie de la Suisse, aurait rompu, en rustre satisfait de lui-même, tout rapport avec le citoyen.]³⁶

En ouvrant de nouveaux marchés à l'aide de ses baïonnettes et en pillant le continent, Napoléon remboursa les impôts prélevés, capital et intérêts compris. Ces impôts constituaient alors un stimulant pour l'industrie du paysan, tandis qu'ils enlèvent maintenant à cette industrie ses dernières ressources et finissent de la désarmer contre le paupérisme. Une énorme bureaucratie chamarrée de galons et bien nourrie, voilà l'«*idée napoléonienne*» qui sourit le plus au second Bonaparte. Comment ne lui plairait-elle pas, à lui qui se voit contraint de créer, à côté des véritables classes de la société, une caste artificielle, pour laquelle le maintien de son régime devient une question de couteau et de fourchette ? Aussi, l'une de ses dernières opérations fut-elle le relèvement des appointements des fonctionnaires à leur ancien taux et la création de nouvelles sinécures.

Une autre «*idée napoléonienne*» est la domination des *prêtres*, en tant que moyen de gouvernement. Mais si la parcelle nouvellement constituée, dans son accord avec la société, sa dépendance à l'égard des forces naturelles et sa soumission à l'autorité, qui la protège d'en haut, était naturellement religieuse, la parcelle accablée de dettes, brouillée avec la société et l'autorité, poussée au-delà de sa propre étroitesse, devient naturellement irréligieuse. Le ciel était un agréable supplément au mince lopin de terre que l'on venait d'acquérir, d'autant plus que c'est lui qui fait la pluie et le beau temps. Mais il devient une insulte dès qu'on veut l'imposer pour remplacer la parcelle. Le prêtre n'apparaît plus, dès lors, que comme le limier consacré de la police terrestre, autre «*idée napoléonienne*», [destinée, sous le second Bonaparte, non pas comme sous Napoléon, à surveiller les ennemis du régime paysan dans les villes, mais les ennemis de Bonaparte à la campagne.]³⁷ L'expédition contre Rome aura lieu, la prochaine fois, en France même, mais dans un tout autre sens que le voudrait M. de Montalembert.

L'«*idée napoléonienne*» essentielle, c'est, enfin, la prépondérance de *l'armée*. L'armée était le point d'honneur des paysans parcellaires, qui s'étaient eux-mêmes transformés en héros, défendant la nouvelle forme de propriété à l'extérieur, magnifiant leur nationalité nouvellement acquise, pillant et révolutionnant le monde. L'uniforme était leur propre costume d'Etat, la guerre, leur poésie, la parcelle prolongée et arrondie en imagination, la patrie et le patriotisme, la forme idéale du sentiment de propriété. Mais les ennemis contre lesquels le paysan français doit maintenant défendre sa propriété, ce ne sont plus les cosaques, ce sont les huissiers et les

³⁶ Le passage entre crochets vient de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris), et n'apparaît pas dans l'édition de 1976 (Édition du Progrès, Moscou).

³⁷ Le passage entre crochets vient de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris), et n'apparaît pas dans l'édition de 1976 (Édition du Progrès, Moscou).

percepteurs. La parcelle ne se trouve plus dans la prétendue patrie, mais dans le registre des hypothèques. L'armée elle-même n'est plus la fleur de la jeunesse paysanne, c'est la fleur de marais du lumpenprolétariat rural. Elle se compose en grande partie de remplaçants, de succédanés, de même que le second Bonaparte n'est que le remplaçant, le succédané de Napoléon. Ses exploits consistent maintenant en chasses à courre et en battues contre les paysans, en un service de gendarmerie, et lorsque les contradictions internes de son système pousseront le chef de la société du Dix-Décembre hors des frontières françaises, elle récoltera, après quelques actes de banditisme, non des lauriers, mais des coups.

Comme on le voit, *toutes les «idées napoléoniennes» sont des idées conformes aux intérêts de la parcelle non encore développée et ayant encore la fraîcheur de la jeunesse.* [Elles sont en contradiction avec les intérêts avec les intérêts de la parcelle passée au stade de la vieillesse.]³⁸ Elles ne sont que les hallucinations de son agonie, des mots qui se transforment en phrases, des esprits qui se transforment en spectres. Mais la parodie de l'empire (*des Imperialismus*) était nécessaire pour libérer la masse de la nation française du poids de la tradition et dégager dans toute sa pureté l'antagonisme existant entre l'Etat et la société. Avec la décadence croissante de la propriété parcellaire, s'écroule tout l'édifice de l'Etat édifié sur elle. La centralisation politique dont la société moderne a besoin ne peut s'élever que sur les débris de l'appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique, forgé autrefois pour lutter contre le féodalisme. [La destruction de l'appareil d'Etat ne mettra pas en danger la centralisation. La bureaucratie n'est que la forme inférieure et brutale d'une centralisation, qui est encore affectée de son contraire, le féodalisme. En désespérant de la restauration napoléonienne, le paysan français perd la foi en sa parcelle et *la révolution prolétarienne réalise ainsi le choeur sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre.*]³⁹

La situation des paysans français nous dévoile l'énigme des *élections générales des 20 et 21 décembre*, qui conduisirent le second Bonaparte sur le mont Sinaï, non pour recevoir des lois, mais pour en donner. [A vrai dire, la nation française commit, au cours de ces journées fatales, un péché mortel à l'égard de la démocratie, qui est à genou et prie quotidiennement : « **Saint suffrage universel, priez pour nous !** » Les adorateurs du suffrage universel ne veulent évidemment pas renoncer à une puissance merveilleuse qui a réalisé en leur faveur de si grandes choses, qui a transformé Bonaparte II en un Napoléon, un Saül⁴⁰ en un saint Paul et un Simon⁴¹ en un saint Pierre. L'esprit du peuple leur parle par l'intermédiaire de l'urne électorale, comme le Dieu du prophète Ezéchiël⁴² parla aux ossements desséchés : *Haec alicit dominus deus ossibus suis : Ecce, ego intromittan in vos spiritum et vivetis.*]⁴³

³⁸ Le passage entre crochets vient de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris), et n'apparaît pas dans l'édition de 1976 (Édition du Progrès, Moscou).

³⁹ Ce passage entre crochets apparaît en note en bas de page dans l'édition de 1976 (Éditions du Progrès, Moscou), avec la note suivante: « Dans l'édition de 1852, ce paragraphe se termine par les lignes suivantes supprimées par Marx dans l'édition de 1869 ».

⁴⁰ Saül fut le premier roi d'Israël, et David , le second. Saül avait fait du berger David son favori et son gendre. Mais jaloux des succès de celui-ci, il le pourchassa dans les montagnes, Il fut finalement battu par David qui lui succéda.

⁴¹ Selon la théologie catholique, l'un des douze apôtres de Jésus-Christ.

⁴² Un des quatre prophètes hébreux.

⁴³ *Ainsi parla le Seigneur à ses ossements : Voici, je ferai pénétrer en vous l'esprit et vous vivrez !* Le passage entre crochets vient de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris), et n'apparaît pas dans l'édition de 1976 (Édition du Progrès, Moscou).

La bourgeoisie n'avait alors manifestement d'autre choix que d'élire Bonaparte. [Despotisme ou anarchie. Elle se prononça naturellement pour le despotisme.]⁴⁴ Lorsque, au concile de Constance⁴⁵, les puritains se plaignirent de la vie dissolue des papes et se lamentèrent sur la nécessité d'une réforme des mœurs, le cardinal Pierre d'Ailly leur cria d'une voix de tonnerre : «Seul le diable en personne peut sauver l'Eglise catholique, et vous demandez des anges !» De même, la bourgeoisie française s'écria au lendemain du coup d'Etat : Seul le chef de la société du Dix-Décembre peut encore sauver la société bourgeoise ! Seul le vol peut encore sauver la propriété ; seul le parjure peut sauver la religion ; seule la bâtardise peut sauver la famille ; seul le désordre peut sauver l'ordre !

Bonaparte, en tant que pouvoir exécutif qui s'est rendu indépendant de la société, se sent appelé à assurer l'« ordre bourgeois ». Mais la force de cet ordre bourgeois, c'est la classe moyenne. C'est pourquoi il se pose en représentant de cette classe et publie des décrets dans cet esprit. Mais il n'est quelque chose que parce qu'il a brisé et brise encore quotidiennement l'influence politique de cette classe moyenne. C'est pourquoi il se pose en adversaire de la puissance politique et littéraire de la classe moyenne. Mais, en protégeant sa puissance matérielle, il crée à nouveau sa puissance politique. C'est pourquoi, il lui faut conserver la cause tout en supprimant l'effet, partout où il se manifeste. Mais tout cela ne peut se faire sans de petites confusions de cause et d'effet, étant donné que l'une et l'autre, dans leur action et réaction réciproques, perdent leur caractère distinctif. D'où, de nouveaux décrets qui effacent la ligne de démarcation. En même temps, Bonaparte s'oppose à la bourgeoisie en tant que représentant des paysans et du peuple, en général, qui veut, dans les limites de la société bourgeoise, faire le bonheur des classes inférieures. D'où, de nouveaux décrets qui privent par avance les «vrais socialistes» de leur sagesse gouvernementale. Mais Bonaparte se pose avant tout en chef de la société du Dix-Décembre, en représentant du lumpenprolétariat, auquel il appartient lui-même, ainsi que son entourage, son gouvernement et son armée, et pour lequel il s'agit, avant tout, de soigner ses intérêts et de tirer du Trésor public des billets de loteries californiennes. Et il s'affirme chef de la société du Dix-Décembre par décrets, sans décrets et malgré des décrets.

Cette tâche contradictoire de l'homme explique les contradictions de son gouvernement, ses tâtonnements confus, s'efforçant tantôt de gagner, tantôt d'humilier telle ou telle classe, et finissant par les soulever toutes en même temps contre lui. Cette incertitude pratique forme un contraste hautement comique avec le style impérial, catégorique, des actes gouvernementaux, style docilement copié sur celui de l'oncle.

L'industrie et le commerce, par conséquent, les affaires de la classe moyenne, doivent prospérer sous un gouvernement fort comme en serre chaude. Par conséquent, octroi d'une foule de concessions de lignes de chemins de fer. Mais il faut enrichir également le lumpenprolétariat bonapartiste. Par conséquent, tripotages à la Bourse par les initiés sur les concessions de chemins de fer. Mais aucun capital ne se présente pour financer la construction des chemins de fer. On oblige donc la banque à faire des avances sur les actions des compagnies de chemins de fer. Mais on veut également exploiter personnellement la banque, et c'est pourquoi on la cajole. On la décharge de l'obligation de publier son bilan hebdomadaire. Contrat léonin de la banque avec le gouvernement. Mais il faut donner du travail au peuple. On ordonne donc des travaux publics. Mais les constructions publiques

⁴⁴ Le passage entre crochets vient de l'édition de 1969 (Éditions sociales, Paris), et n'apparaît pas dans l'édition de 1976 (Édition du Progrès, Moscou).

⁴⁵ Ce concile (15 novembre 1414 - 22 avril 1418) avait pour but de recréer l'unité de la chrétienté (il y avait alors trois papes) en luttant contre les hérésies et les mœurs dissolues du clergé.

augmentent les charges fiscales du peuple. On diminue donc les impôts au détriment des rentiers, en convertissant les rentes 5 % en rentes 4,5%. Mais il faut également offrir quelque douceur aux classes moyennes. On double donc l'impôt sur le vin pour le peuple qui l'achète au détail et on le diminue de moitié pour les classes moyennes qui le boivent en gros. On dissout les organisations ouvrières existantes, mais on célèbre les futures merveilles de l'association. Il faut venir en aide aux paysans. On crée donc des banques de crédit foncier, qui précipitent leur endettement et la concentration de la propriété. Mais ces banques doivent servir à obtenir de l'argent sur les biens confisqués de la maison d'Orléans. Mais comme aucun capitaliste ne veut accepter cette condition, qui n'est pas dans le décret, la banque foncière reste un simple décret, etc., etc.

Bonaparte voudrait apparaître comme le bienfaiteur patriarcal de toutes les classes de la société. Mais il ne peut rien donner à l'une qu'il ne prenne à l'autre. De même qu'à l'époque de la Fronde, on disait du duc de Guise qu'il était l'homme le plus obligeant de France, parce qu'il avait transformé tous ses biens en obligations de ses partisans envers lui, de même Bonaparte voudrait être l'homme le plus obligeant de France et transformer toute la propriété, tout le travail de la France, en une obligation personnelle envers lui. Il voudrait voler toute la France pour pouvoir ensuite en faire cadeau à la France, ou plutôt pour pouvoir la racheter à l'aide d'argent français, car, en tant que chef de la société du Dix-Décembre, il faut qu'il achète ce qui doit lui appartenir. Et tout sert à acheter, toutes les institutions d'Etat, le Sénat, le Conseil d'Etat, le Corps législatif, la Légion d'honneur, la médaille militaire, les lavoirs, les travaux publics, les chemins de fer, l'Etat-major de la garde nationale sans soldats, les biens confisqués de la maison d'Orléans. Chaque poste dans l'armée et dans la machine gouvernementale devient un moyen d'achat. Mais le plus important dans cette affaire, où l'on prend à la France pour lui donner ensuite ce qu'on lui a volé, ce sont les pourcentages qui, pendant le trafic, tombent dans les poches du chef et des membres de la société du Dix-Décembre. Le mot d'esprit par lequel la comtesse L., la maîtresse de M. Morny, caractérisa la confiscation des biens de la maison d'Orléans : «C'est le premier vol de l'aigle», s'applique à tous les vols de cet aigle, qui est d'ailleurs plus un corbeau qu'un aigle. Lui-même et ses partisans se répètent tous les jours ce que ce chartreux italien disait à l'avare qui énumérait fastueusement les biens qu'il avait encore pour des années à dévorer : *Tu fai il conto sopra i beni, bisogna prima far il conto sopra gli anni*⁴⁶. Pour ne pas se tromper dans le compte des années, ils comptent par minutes. A la cour, dans les ministères, à la tête de l'administration et de l'armée, se presse une foule de drôles, dont on peut dire du meilleur qu'on ne sait d'où il vient, toute une bohème bruyante, mal famée, pillarde, qui rampe dans ses habits galonnés avec la même dignité grotesque que les grands dignitaires de Soulouque. On se représentera facilement cette couche supérieure de la société du Dix-Décembre si l'on songe qu'elle a pour moraliste Véron-Crevel⁴⁷ et comme penseur Granier de Cassagnac.

Lorsque Guizot, à l'époque de son ministère, employait ce Granier dans une petite feuille contre l'opposition dynastique, il avait coutume de la vanter en disant : «C'est le roi des drôles.» On aurait tort de rappeler la Régence⁴⁸ ou Louis XV à propos de la cour et de la clique de Bonaparte. Car «... la France a déjà connu un assez grand nombre de gouvernements de maîtresses, mais jamais encore un gouvernement d'hommes entretenus»⁴⁹.

⁴⁶ Au lieu de compter tes biens, tu ferais mieux de commencer par compter les années qui te restent à vivre.

⁴⁷ Dans son roman, *La cousine Bette*, Balzac décrit Crevel, dont le prototype est le docteur Véron, possesseur du journal *Constitutionnel*, comme le philistin le plus débauché de Paris.

⁴⁸ Il s'agit de la régence de Philippe d'Orléans de 1715 à 1723 pendant la minorité de Louis XV.

⁴⁹ Paroles de Madame Girardin.

Pressé par les exigences contradictoires de sa situation, et contraint, d'autre part, tel un prestidigitateur, de tenir par quelque tour surprenant les yeux du public constamment fixés sur lui comme sur le «succédané» de Napoléon, et par conséquent, de faire tous les jours un coup d'Etat en miniature, Bonaparte met sens dessus-dessous toute l'économie bourgeoise, touche à tout ce qui avait paru intangible à la révolution de 1848, rend les uns résignés à la révolution et les autres désireux d'une révolution, et crée l'anarchie au nom même de l'ordre, tout en enlevant à la machine gouvernementale son auréole, en la profanant, en la rendant à la fois ignoble et ridicule. Il renouvelle à Paris le culte de la Sainte Tunique de Trèves⁵⁰ sous la forme du culte du manteau impérial napoléonien. Mais le jour où le manteau impérial tombera enfin sur les épaules de Louis Bonaparte, la statue d'airain de Napoléon s'écroulera du haut de la colonne Vendôme.

Rédigé par Marx de décembre 1851 à mars 1852. Paru sous forme du premier fascicule de la revue «*Die Revolution*», New York, 1852.

⁵⁰ Relique sacrée conservée à la cathédrale de Trèves, en Allemagne. Les pèlerins la vénèrent comme le vêtement qu'aurait porté le Christ avant la crucifixion. D'après la légende, cette tunique était un cadeau fait par l'impératrice Hélène, mère de Constantin le Grand, à l'Évêque de Trèves. En 1844, l'évêque Arnoldi exposa publiquement cette relique, ce qui provoqua l'indignation d'un grand nombre de catholiques et contribua à la formation du mouvement catholique allemand dirigé par Ronge. Ce dernier protesta vigoureusement dans une lettre adressée à Arnoldi, contre un tel fanatisme et une telle superstition.